

**CEA / P-SAC / SERVICE DES MARCHES ET ACHATS**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**  
**PROCEDURE ADAPTEE**

Le 10/07/2020

**PRODUCTION D'ANTICORPS MONOCLONAUX**  
**A PARTIR D'HYBRIDOMES OU PAR VOIE RECOMBINANTE**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES : le 18 aout 2020 avant 16h00**

**LES DOSSIERS SERONT REMIS EXCLUSIVEMENT SOUS FORME DEMATERIALISEE SUR LA  
PLATEFORME PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)**

### **CONTACTS**

La présente procédure est gérée par :

Mme Pauline BOUÇA-BESSEAU, Service des Marchés et Achats/BEPII

Tel : 01 69 08 12 16

Adresse mail : pauline.bouca-besseau@cea.fr

En cas d'absence, vous pouvez contacter :

M Thomas MOALLIC Service des Marchés et Achats /BEPII

Tel : 01 69 08 90 64

Adresse mail : thomas.moallic@cea.fr

### **INFORMATIONS EN COURS DE PROCEDURE**

Afin d'être informés en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur le site de la plateforme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

**SOMMAIRE**

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1 - OBJET.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>3 - PROCEDURE .....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>4 - CONTENU DES PLIS .....</b>  | <b>7</b>  |
| <b>5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>   | <b>10</b> |
| <b>6 - CONFIDENTIALITE – SPECIAL FRANCE .....</b>  | <b>10</b> |
| <b><i>ANNEXE FINANCIERE.....</i></b>   | <b>11</b> |
| <b><i>ANNEXE A « DOCUMENTS ADMINISTRATIFS » ET ANNEXE B « FORME DE REMISE DES<br/>PLIS » PAR VOIE DEMATERIALISEE .....</i></b> | <b>12</b> |

## **1 - OBJET**

### **1.1 - Généralités**

En tant que pouvoir adjudicateur, le CEA est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018 -1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123 - 1 et R2131-13 du décret du 3 décembre 2018.

### **1.2 - Objet du règlement de consultation**

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure adaptée relative à la production d'anticorps produits par hybridomes ou par voie recombinante.

Il s'agit d'un Accord Cadre de services au sens de l'article L1111-1 à 5 de l'ordonnance du 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

### **1.3 - Contenu des prestations**

Le contenu des prestations est détaillé dans le projet d'Accord Cadre.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations au 1<sup>er</sup> octobre 2020

### **1.4 - Allotissement**

Le CEA a recours à un marché global en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

### **1.5 - Variantes**

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

A défaut, le CEA considèrera l'offre comme irrégulière.

### **1.6 - Groupement momentané d'entreprises**

Le candidat pourra être soit une entreprise individuelle, soit un groupement momentané d'entreprises mais le CEA n'aura qu'un seul interlocuteur qui sera le mandataire.

En aucun cas une entreprise ne pourra cumuler une candidature en tant que :

- candidat individuel et membre d'un groupement,
- membre de plusieurs groupements que ce soit en tant que mandataire ou co-traitant,

Chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-après (art. CONTENU DES PLIS).

En cas de constitution d'un groupement, pour la bonne exécution du marché, celui-ci devra adopter la forme d'un groupement solidaire ou, à défaut, d'un groupement conjoint avec solidarité du mandataire préalablement à la signature du marché.

### **1.7 - Sous-traitance**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du CEA l'acceptation de chaque sous-traitant.

Pour toute déclaration de sous-traitance, au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre, le candidat fournit au CEA le « formulaire de demande d'acceptation de sous-traitance » joint en Annexe A – Documents administratifs.

### **1.8 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### **1.9 - Conditions de prix**

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre. Le caractère des prix est défini dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation. Les prix incluent toutes les sujétions définies dans le projet de marché.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans le règlement de consultation, le soumissionnaire doit avoir procédé aux vérifications préalables conformément à l'article 4.1 des CGA pour établir son prix de manière forfaitaire.

## **2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

La présente consultation est régie, dans l'ordre décroissant de priorité, par :

- les modalités particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
  - le projet de marché référencé B20-03685,
- les Spécifications Techniques Particulières constituées des pièces suivantes :
  - ◇ le cahier des charges référencé DRF/JOLIOT/DMTS/SPI/LERI du 07/07/2020,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition février 2013) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) de janvier 2013.

Les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA de février 2013 ainsi que le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) de janvier 2013 sont téléchargeables sur le site CEA à l'adresse suivante :

<http://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **3 - PROCEDURE**

#### **3.1 - Les étapes de la procédure**

##### *3.1.1 - Le calendrier de la procédure*

Le tableau ci-dessous présente les dates et délais des différentes étapes de la procédure. Chaque étape est explicitée dans les paragraphes suivants.

| <b>Etapes de la procédure</b>   | <b>Date ou délais en jours ouvrés (*)</b>  |
|---|--|
| Envoi des coordonnées des personnes pour autorisation d'entrée sur le site dans le document « avis de RDV » | Minimum 7 jours avant la date de la visite sur site ou de la réunion d'information |
| Questions des soumissionnaires  | Au plus tard 10 jours avant la date de remise des plis                             |
| Modification du DCE par le CEA  | Au plus tard 6 jours avant la date de remise des plis                              |
| Remise des plis par les soumissionnaires  | Au plus tard le 18/08/2020 à 16H   |
| Questions complémentaires du CEA  | Pendant toute la durée de la procédure   |
| Présentation des offres   | Non  |
| Demande du CEA de présentation des offres par les soumissionnaires  | Avec un préavis de <b>5</b> jours ouvrés   |

(\*) ces délais s'entendent hors jours de fermeture CEA

##### *3.1.2 - Avant la date de réception des plis*

###### *a. Questions des soumissionnaires*

Préalablement à la remise des plis, les soumissionnaires sont autorisés à poser des questions complémentaires dans le délai mentionné dans le tableau ci-dessus.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié de s'adresser par écrit au Service Commercial (sur la plateforme de dématérialisation PLACE)

Afin d'assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques, le CEA s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque soumissionnaire et à communiquer les réponses aux autres entreprises, sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire concerné.

###### *b. Modifications du dossier de consultation par le CEA*

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard dans le délai indiqué dans le tableau *supra*, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors

**PROCEDURE ADAPTEE**  
**Règlement de Consultation référencé :**  
**B20-04103 -PBA**

répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

**3.1.3 - Après la date limite de réception des plis**

**a. Questions du CEA**

A l'issue de la remise des offres, le CEA se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux soumissionnaires afin de clarifier leur offre. Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur offre pourra être écartée de la procédure.

**3.2 - Date limite de réception des plis**

Les plis des soumissionnaires devront être réceptionnés par le CEA au plus tard à la date figurant dans le tableau *supra*. Tout dossier reçu après la date mentionnée ci-dessus sera considéré comme remis hors délai et éliminé de la procédure.

**3.3 - Forme de remise des plis**

Le soumissionnaire a l'obligation de déposer son pli par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les modalités de remise sont indiquées dans l'Annexe B intitulée « forme de remise des dossiers ».

**3.4 - Suite de la procédure**

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable, régulière ou appropriée,
- de ne pas donner suite à la présente consultation.

**4 - CONTENU DES PLIS**

La réponse à la présente consultation, rédigée en langue française, sera composée impérativement d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre, incluant les éléments suivants :

**4.1 - Documents remis au titre de la candidature**

Le dossier de candidature sera obligatoirement composé des éléments suivants :

- a. une fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial pour le dossier (nom, mail, adresse, numéros de téléphone),
- b. le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat et le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) et tous les justificatifs demandés dans ce document ou tout autre document équivalent contenant

**PROCEDURE ADAPTEE**  
**Règlement de Consultation référencé :**  
**B20-04103 -PBA**

l'ensemble des informations demandées dans le formulaire ainsi que les justificatifs précédemment mentionnés.

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- c. en cas de groupement d'entreprises, une lettre d'habilitation du mandataire par ses co-traitants et la convention de groupement dûment signée,
- d. à titre informatif, un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de 3 mois,
- e. lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
- f. les attestations d'assurance civile, professionnelle, décennale en cours de validité,
- g. la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire,
- h. les attestations et certificats fiscaux et sociaux datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents,
- i. les liasses CERFA (ou équivalent) de bilan et compte de résultat des trois dernières années, ainsi que le chiffre d'affaires réalisé avec l'ensemble du CEA d'une part et le CEA Paris-Saclay d'autre part,
- j. la répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité,
- k. le manuel d'assurance de la qualité ou une note sur l'organisation de la qualité.
- l. les noms des sous-traitants susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution du marché, ainsi que la nature et le volume des prestations sous-traitées.
- m. un dossier présentant les capacités de l'entreprise qui devra détailler :
  - les moyens techniques de l'entreprise,
  - les moyens humains et l'organisation de la société,
  - une note sur l'organisation de la société,
  - les références pour des opérations similaires exécutées dans les trois dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des opérations effectuées.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du décret supra, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant.

Tous les soumissionnaires sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.



#### **4.2 - Documents remis au titre de l'offre**

Le dossier d'offre sera obligatoirement composé des éléments suivants :

##### Pièces administratives et commerciales :

- a. le projet d'Accord-Cadre dûment complété de façon manuscrite, paraphé et signé attestant de l'acceptation de ses termes par le soumissionnaire,
- b. une proposition financière selon la grille de décomposition figurant en annexe du présent règlement. Le défaut de remise de la décomposition des prix selon le formalisme demandé constitue un motif d'irrégularité de l'offre.

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre et suivant les stipulations mentionnées dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation. Ils incluent toutes les sujétions définies dans ce dernier.

##### Dossier technique

- c. une proposition technique précisant les dispositions que l'entreprise s'engage à adopter pour l'exécution de la prestation. Les soumissionnaires devront notamment présenter le mode de production des anticorps et apporter la démonstration de la conformité technique de leur offre par rapport aux Spécifiques Techniques du CEA. Une simple redite des Spécifications Techniques n'est pas recevable, le soumissionnaire devant justifier l'ensemble de ses choix techniques.
- d. les indications concernant les procédés d'exécution envisagés et la liste des matériels mis en œuvre.
- e. Les délais d'exécution des prestations seront détaillés conformément à l'article DELAIS D'EXECUTION du projet d'Accord-Cadre,
- f. l'organisation mise en œuvre pour réaliser la prestation dont :
  - la qualification et les références du responsable du marché,
  - l'organigramme prévisionnel, profils et qualifications, CV, etc ...,
  - le nombre et la qualification du personnel appelé à intervenir sur le site du CEA,
- g. les principales mesures pour assurer la sécurité et l'hygiène ainsi que la protection et la préservation de l'environnement (accompagnée de l'analyse environnementale), et les résultats de sécurité. Les soumissionnaires présenteront la politique mise en place au sein de l'entreprise pour améliorer la sécurité classique et l'hygiène ainsi que les dispositions mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché,
- h. un plan particulier préliminaire d'assurance de la qualité précisant les dispositions spécifiques mises en œuvre dans le cadre du marché,
- i. la sous-traitance : les entreprises devront indiquer la nature, le volume et le montant des prestations qui seraient sous-traitées, la liste des sous-traitants envisagés, accompagnée des demandes d'acceptation de sous-traitants conformes au modèle joint dans l'Annexe A – Documents administratifs.

Si l'entreprise envisage de sous-traiter une partie du marché, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat (s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant (s) proposé (s).

**PROCEDURE ADAPTEE**  
**Règlement de Consultation référencé :**  
**B20-04103 -PBA**

Le Titulaire retenu présentera obligatoirement et préalablement tout sous-traitant à l'acceptation du CEA tout au long de la réalisation de la prestation en se conformant expressément au cadre fourni en annexe.

## **5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les critères de jugement sont les suivants :

- Pour les candidatures : après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, les candidatures seront jugées d'après les critères suivants :
  - la capacité juridique et financière de l'entreprise,
  - la capacité professionnelle : qualifications, organisation qualité, moyens humains, matériels, compétences, et références dans le domaine de la production et la purification d'anticorps monoclonaux de souris.
- Les offres conformes seront notées sur la base des critères pondérés suivants :
  - critère 1 : le prix pour 50 points,  
*Le prix sera calculé sur la base de la volumétrie indicative figurant en annexe jointe ci-dessous*
  - critère 2 : la valeur technique pour 50 points.

## **6 - CONFIDENTIALITE – SPECIAL FRANCE**

Dans le cadre de la présente procédure ou lors de l'exécution des prestations, le soumissionnaire ou le titulaire est susceptible d'avoir accès à des informations ou supports portant la mention « Spécial France » au sens de l'article 65 de l'IGI n° 1300. Par conséquent :

- aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue,
- les prestations donnant accès à des informations ou support marqués « Spécial France » ne pourront être exécutées que par des personnes physiques ayant la nationalité française.

PROCEDURE ADAPTEE  
Règlement de Consultation référencé :  
**B20-04103 -PBA**

**ANNEXE FINANCIERE**

Cf fichier Excel joint.

**Le soumissionnaire doit remplir au moins une des deux feuilles du fichier**

(\*) Le CEA précise que ces quantités sont prévues à titre indicatif et ne sont pas engageantes, pour aucun des bordereaux de prix.

Ces quantités seront néanmoins prises en considération dans le cadre de la comparaison des offres.

**ANNEXE A « DOCUMENTS ADMINISTRATIFS » ET ANNEXE B « FORME DE REMISE DES PLIS » PAR VOIE DEMATERIALISEE**

Le dossier de consultation DCE.zip contient, entre autres, les annexes suivantes :

- **l'annexe A ou « DOCUMENTS ADMINISTRATIFS »** comprend les documents à compléter et à fournir avec l'offre :
  - ✓ Formulaire de demande d'acceptation d'un sous-traitant,
- **L'annexe B « FORME DE REMISE DES DOSSIERS »** qui renseignera les soumissionnaires sur les modalités de remise des plis et l'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nous vous invitons à vous connecter dès à présent sur le site d'information du CEA afin de vous informer de toutes les modalités de mise en place et d'utilisation de PLACE en particulier l'obtention d'un certificat qui peut prendre plusieurs jours :

<http://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>